

Quand le FDF donne les clés de ses archives...

A l'occasion de son demi-siècle, le parti fédéraliste a laissé carte blanche aux historiens et aux politologues afin de dresser un bilan de ses 50 premières années.

Lorsque, le 11 mai 1964, treize hommes, essentiellement des Wallons, annoncent la création du Front démocratique des Bruxellois de langue française, ils ne se doutent pas que leur mouvement deviendra un parti politique et encore moins qu'il serait toujours là un demi-siècle plus tard. Qui sont-ils, ces Defosset, Outers, Brien, Lagasse ? « Ils viennent d'horizons très divers, il y a des unitaristes et des fédéralistes, des gens de gauche et des gens de droite. Mais, surtout, la plupart sont issus du monde académique plutôt que politique. Ils n'ont d'ailleurs pas vraiment l'impression de créer un parti mais plutôt un mouvement de combat pour réagir contre les lois Gilson (NDLR : qui fixent notamment la frontière linguistique et le régime linguistique de Bruxelles et des communes à facilités de la périphérie), acceptées selon eux par les partis traditionnels en raison de leur aile flamande », dit Vincent Dujardin, professeur d'histoire contemporaine à l'UCL et coordinateur, avec Vincent Delcorps (UCL), du livre *FDF 1964-2014. 50 ans d'engagement politique*, publié chez Racine à l'occasion des 50 ans du parti fédéraliste.

Car, contrairement aux autres partis de cette nature dans un pays dominé durant plus d'un siècle et demi par les trois familles traditionnelles, le FDF a réalisé l'« exploit » de souffler ses 50 bougies en passant par de nombreux moments où sa survie a été en jeu. « Jusqu'aux toutes récentes élections de juin, cela a souvent été l'heure de vérité pour

le FDF », sourit Dujardin.

Mais, puisque le FDF se veut un parti pas comme les autres (le mot « parti » n'a jamais fait partie de son ADN), il a aussi opté pour une approche différente des autres à l'heure de fêter cet anniversaire. « Nous aurions pu, explique le président, Olivier Maingain, demander à une plume complaisante d'écrire une hagiographie qui aurait fait l'impasse sur nos faiblesses ou nos côtés plus obscurs. Mais

comme nous sommes atypiques idéologiquement, nous avons préféré laisser la liberté scientifique rendre son verdict. » Résultat : une somme concoctée par seize chercheurs de sept universités ou centres qui ont eu accès à la totalité des archives, même les plus récentes, de la chaussée de Charleroi. « C'est sans commune mesure avec la façon dont on est traités ailleurs, nous pouvions aller absolument là où nous voulions », ponctue Paul Delforge, directeur de recherche à l'Institut Destrée.

Le FDF résiste au temps, donc. Mais quel est son avenir ? « Il y a des combats qui ne seront jamais gagnés par le FDF dans une Belgique fédérale, conclut Dujardin : l'élargissement de Bruxelles, la consultation de la périphérie, l'abrogation des lois Gilson... Mais, en même temps, le communautaire est partout en Belgique, qu'il s'agisse des avions, de la TVA, de l'électricité, même si aucune réforme de l'État n'est prévue dans les prochaines années. Ne va-t-il pas y avoir un redéploiement avec une attention plus importante en-

core pour le socio-économique ? Le positionnement du FDF sur le décret scolaire était un exemple intéressant aussi. Et le FDF revient aux affaires à Bruxelles, les défis sont donc nombreux. » ■

J.-F. Lws



FDF 1964-2014. 50 ans d'engagement politique
VINCENT DUJARDIN ET
VINCENT DELCORPS
(DIR.)
Racine
608 pages, 29,95 euros

CHRONOLOGIE

1964. Création du Front démocratique des Bruxellois francophones par notamment Defosset, Lagasse, Outers et Brien. Le FDF emporte trois députés dès 1965.

1970. Assassinat du militant Jacques Georquin par des flamingants ; aux communales, le FDF devient le premier parti bruxellois.

1977. Le FDF participe à l'élaboration du Pacte d'Égmont, qui ne verra jamais le jour. Après son échec, Martens « démissionne » les ministres FDF en 1980.

1993. Création de la fédération PRL-FDF.

1995. Olivier Maingain devient président.

2010. Le FDF devient les Fédéralistes démocrates francophones.

2011. Après la scission de BHV acceptée par le MR, le FDF quitte la fédération.

2014. Le FDF revient dans la majorité régionale à Bruxelles.

Dujardin : « La Flandre a créé deux fois le FDF, en 1963 et en 1968 »

Vincent Dujardin est professeur d'histoire contemporaine à l'UCL et co-coordonateur de l'ouvrage *FDF. 50 ans d'engagement politique* (Racine).

On a du mal à l'imaginer aujourd'hui mais, à l'origine, le FDF a été créé par des intellectuels wallons alors qu'on le perçoit généralement comme le parti de Bruxelles ou de la périphérie...

Il est exact que, parmi les 13 fondateurs du FDF, 11 sont originaires de Wallonie mais ils ont fait leurs études à Bruxelles, y sont restés vivre. C'est vrai qu'historiquement, il y a du côté wallon plus qu'à Bruxelles, des réactions aux revendications du mouvement flamand. Avec la question du recensement et les Marches sur Bruxelles, les inquiétudes sont croissantes sur la capitale mais le mouvement wallon ne s'en soucie pas grandement. Il y a, après la naissance du FDF, des liens étroits avec le RW (Rassemblement Wallon). On verra les divergences appa-

raître, notamment sur la reconnaissance de Bruxelles comme région. Cela dit, dans tous les partis, la montée en puissance du régionalisme est une réalité et il y a une tension entre régionalistes et communautaristes à travers toute l'histoire du parti. Si par exemple Léon Defosset, Georges Désir hier ou Didier Gosuin aujourd'hui ont une vision plus régionaliste, Olivier Maingain, comme Lagasse hier, défend le renforcement de la Communauté française. Quant à la présentation de listes en Wallonie, cela constitue un défi qui n'a pas abouti à des résultats concluants. Cet ancrage wallon sera sans doute un des enjeux de l'élection à la présidence du parti en 2015.

Vous écrivez « La Flandre a d'une certaine manière créé deux fois le FDF ». N'est-ce pas exagéré ?

Non, je ne le pense pas. Je fais référence aux lois Gilson (les lois

linguistiques de 1962-1963 concernant Bruxelles et la périphérie) et au « Walen Buiten » en 68. Y aurait-il eu le FDF sans les lois Gilson ? Sans l'affaire de Louvain, le FDF serait-il devenu le premier parti de Bruxelles en 1970 ? Cela a été un traumatisme extraordinaire, qui a donné lieu aussi à la naissance du Rassemblement wallon.

Mais, à l'inverse du RW ou de la Volksunie, le FDF est le seul parti non traditionnel à avoir atteint le cap des 50 ans.

Oui, et je crois que cela tient au fait que, même s'il est encore souvent perçu de la sorte, le FDF n'est pas un parti monothématique centré seulement sur le communautaire mais généraliste. Ce qui m'a surpris, c'est que c'est venu beaucoup plus tôt que je ne pensais, dès 1968, alors qu'on était au cœur des crises communautaires. Le FDF s'oppose très vite à la destruction du quartier Nord et au World Trade Center, puis développe une politique écologique à l'Agglomération bruxelloise. On voit aujourd'hui que se développe un intérêt fort pour les questions socio-économiques dans la ligne d'un libéralisme social.

Justement, avec le recul, il apparaît clairement que le rapprochement avec les libéraux via le tandem Gol-Spaak n'était pas idéologique.

En 1993, Didier Gosuin et Bernard Clerfayt sont opposés à la création de la fédération PRL-FDF pour ces raisons-là. Certains avaient quitté le parti parce qu'ils estimaient qu'il n'était pas assez à gauche, d'autres parce qu'il n'était pas assez à droite. Mais ce n'était pas un parti de droite. Les cadres n'estimaient pas qu'il fallait se repositionner à droite et certains craignaient l'absorption, c'était un choix purement stratégique.

Les liens oscillatoires avec les libéraux ne sont pas qu'institutionnels, ils portent sur le socio-économique, la sécurité ou l'immigration, il y a, en amont de la rupture, des éléments qui la favorisaient, ce n'est pas que le résultat de la scission de BHV en 2011, acceptée par le MR. La rupture n'était pas annoncée mais pas

tout à fait inattendue non plus. De plus, les deux partis étaient concurrents sur le plan électoral : quand Didier Reynders a choisi Olivier Maingain comme tête de liste à Bruxelles, cela lui a compliqué la vie au MR. Les relations étaient aussi très dépendantes des liens interpersonnels.

Les communes bruxelloises fidèles au FDF ne connaissent pas le moindre problème communautaire. Pourquoi y élit-on des bourgmestres FDF depuis des décennies ?

Parce qu'ils sont globalement considérés comme de bons municipalistes. Il y a une tradition de qualité des cadres, du travail et de la réflexion. La plupart des fondateurs déjà étaient des universitaires. Le roi Baudouin n'était évidemment pas du tout un pro-FDF, mais il estimait Lucien Outers chez qui il pouvait trouver des solutions que les partis traditionnels n'apportaient pas. ■

Propos recueillis par
JEAN-FRANÇOIS LAUWENS

Vincent Dujardin

Il est professeur d'histoire contemporaine à l'UCL dont il est président de l'Institut d'études européennes. Il a publié plusieurs ouvrages sur l'histoire de Belgique, notamment de la monarchie, et travaille également sur la construction européenne et la Guerre froide.